



GERFLINT

ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

L'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne d'un point de vue « non communautaire ». Norvégiens et Roumains entre opinion publique et histoire des relations diplomatiques

Fabio Ferrarini

Università degli Studi di Milano, Italie

ferrarini.fab@gmail.com

<https://orcid.org/0000-0003-3645-7478>

Reçu le 04-11-2021 / Évalué le 18-11-2021 / Accepté le 01-12-2021

Résumé

L'histoire des relations entre la Roumanie et la Scandinavie, bien que peu connue, s'avère étonnamment étendue et enracinée. Cependant, il existe peu de travaux historiographiques centrés sur la période de « transition » entre la chute du régime communiste et l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne. Dans ce contexte, l'article tentera d'apporter un éclairage nouveau sur l'histoire récente des Roumains dans le contexte social d'un pays européen (mais non pas de l'UE) comme la Norvège.

Mots-clés : Norvège, Roumanie, Union Européenne, élargissement, migration

Aderarea României la Uniunea Europeană din punct de vedere „necomunitar”. Norvegienii și românii între opinia publică și istoria relațiilor diplomatice

Rezumat

Istoria relațiilor dintre România și Scandinavia, deși puțin cunoscută, se dovedește a fi surprinzător de extinsă și bine înrădăcinată. Cu toate acestea, există puține lucrări istoriografice axate pe perioada de „tranziție” dintre căderea regimului comunist și intrarea României în Uniunea Europeană. În acest context, articolul va încerca să aducă o nouă viziune asupra istoriei recente a românilor în contextul social al unei țări europene (dar necomunitare) precum Norvegia.

Cuvinte cheie: Norvegia, România, Uniunea Europeană, extindere, migrație

Romania's accession to the European Union from a “non-EU” point of view. Norwegians and Romanians between public opinion and the history of diplomatic relations

Abstract

The history of the relations between Romania and Scandinavia, although little-known, appears to be surprisingly broad and deeply-rooted. However, there are few historical studies of the ‘transition’ between the collapse of the communist regime

and the accession of Romania to the EU. In this sense, the article will attempt to shed more light on the history of Romanians in the social environment of a European (but non-EU) country like Norway.

Keywords: Norway, Romania, European Union, enlargement, migration

Introduction

Si la littérature sur l'histoire des relations entre la Norvège et la Roumanie semble prometteuse, il n'en va pas de même en ce qui concerne les relations récentes entre les deux pays. À l'exception de quelques références de la presse norvégienne, il ne semble pas qu'il existe de contributions capables de combler l'immense vide entre la chute du mur de Berlin et l'arrivée des premiers « doubles citoyens » roumano-européens dans les fjords. Contrairement à un récit assez réducteur, basé sur l'image d'une main-d'œuvre peu qualifiée et à bas coût, cet essai voudrait décrire les contours d'une relation très différente entre les Roumains et les Norvégiens, notamment au cours du XX^e siècle. À cet égard, s'il existe plusieurs contributions sur la formation des communautés polonaises récentes en Norvège (Friberg, 2010 ; Napierała, Trevena, 2010), il n'en va pas de même pour les communautés roumaines. Cela pourrait dépendre d'un facteur numérique, mais aussi de la tendance, de la part de l'opinion publique norvégienne, à n'enquêter que sur des aspects de l'actualité qui peuvent souvent être liés à des phénomènes de criminalité et de dégradation sociale¹.

Au contraire, comme le montrent les études d'Ana-Maria Despa (Despa, 2011), l'histoire des relations diplomatiques entre la Roumanie et les pays nordiques apparaît riche. Il y a, par exemple, des imbrications fascinantes entre la Suède et la Roumanie pendant la Seconde Guerre mondiale (Dahlquist, 2020), mais aussi des histoires de rencontres beaucoup plus lointaines entre les pays nordiques et la Transylvanie (Mehedinți, 2011).

Cependant, de nouvelles recherches similaires à celles menées par Dumitru Sandu sont nécessaires dans le contexte plus large des communautés roumaines au sein de l'Union Européenne. En effet, il n'existe aucun ouvrage capable d'expliquer la différence entre des pays qui, comme la Norvège, font incontestablement partie du marché et des politiques euro-occidentales mais qui, en même temps, ne dépendent pas directement des directives de Bruxelles. Par exemple, nous nous référons à des recherches capables de décrire les motivations et les comportements qui poussent des générations de jeunes Roumains (entre 16 et 35 ans) à émigrer (Sandu, Toth, Tudor, 2018). Ou, dans le même contexte, aux enquêtes sur les zones d'origine et de destination des migrants roumains en Europe (Sandu, 2005).

Cette contribution souhaite ajouter quelque chose à la longue histoire des relations diplomatiques roumano-norvégiennes, y compris à travers les étapes délicates de l'intégration européenne. En ce sens, le choix d'un point de vue « non communautaire » devrait permettre de mettre en évidence les perplexités occidentales qui ont minimisé le caractère incontestablement européen d'un pays comme la Roumanie.

Les relations entre la Roumanie et les pays nordiques

Si l'histoire des relations diplomatiques entre la Roumanie et les pays occidentaux a presque monopolisé l'attention des universitaires, il n'en est pas moins vrai que l'analyse des relations entre la Roumanie et les pays occidentaux considérés comme périphériques - comme les pays nordiques - a beaucoup évolué ces derniers temps. En particulier, l'intérêt s'est concentré sur le Danemark, la Suède et la Finlande, mais a négligé la Norvège. Cela ne signifie pas que les relations diplomatiques entre la Norvège et la Roumanie ne sont pas pertinentes (Despa, 2011 : 300-301). D'une manière générale, selon divers historiens (dont Ana-Maria Despa), les Roumains ont toujours considéré l'Europe du Nord comme une zone géographique éloignée et, par conséquent, sans intérêt.

Ceci, bien que plausible, ne serait pas pleinement confirmé par les relations que, dès le XVII^e siècle, la Transylvanie - comprise comme une principauté - entretenait avec les royaumes du Nord. La perception mutuelle entre Scandinaves et Transylvaniens, au moins du point de vue culturel, paraissait très bonne et, comme on le verra plus loin, consolidée par des intérêts politiques communs.

Non seulement cela, selon la thèse de Michaela Mehedinți, car les voyageurs de Transylvanie n'ont trouvé aucune différence significative entre les pays nordiques et la Grande-Bretagne ou la France. Au contraire, leurs visites aux tribunaux d'Europe du Nord ont confirmé que les pays nordiques n'étaient en aucun cas « périphériques » et que, malgré le déclin de la puissance militaire suédoise, ils étaient toujours au centre de la vie économique, culturelle et politique du continent (Mehedinți, 2011 : 110). À partir du XVII^e siècle, par exemple, la Transylvanie avait abordé la Suède dans une perspective anti-Habsbourg et, par conséquent, anti-polonaise. Ainsi, alors que la couronne suédoise voulait affaiblir le royaume polonais afin d'écarter ses prétentions au trône suédois, la Transylvanie cherchait un partenaire européen pour se libérer de l'hégémonie autrichienne. En ce sens, frapper la Pologne signifiait affaiblir la puissance des Habsbourg en Europe de l'Est. À tout cela s'ajoute la volonté suédoise d'améliorer ses relations avec les Turcs ottomans et cela - pour la principauté des Balkans - est apparu comme une opportunité tentante d'assumer le rôle de « médiateur » (Mehedinți, 2011: 89).

Ces liens se sont renforcés grâce à un rapprochement diplomatique qui, déjà quelques années avant la Grande Guerre, avait permis aux peuples nordique et roumain de continuer à se connaître. En 1910, par exemple, la Roumanie avait conclu - respectivement avec la Suède et la Norvège - deux accords bilatéraux sur le commerce et la navigation. Puis, au milieu de la Première Guerre mondiale (de 1916 à 1917), la Roumanie envoya ses délégués en Suède et au Danemark. En Finlande, malgré ce qu'auraient été les futures relations roumano-finlandaises au lendemain de la guerre froide, le plénipotentiaire de Bucarest n'est arrivé qu'en 1921 (Mehedinți, 2011, p. 93). En effet, durant les premières années de la guerre froide, les Roumains n'auraient pas pu imaginer que, pour améliorer la situation économique de leur Etat, Gheorghe Gheorghiu-Dej - le dictateur communiste - avait décidé de se rapprocher des pays nordiques.

En d'autres termes, les communistes roumains avaient identifié un possible côté commercial en Europe du Nord (Stanciu, 2009 : 54). Il ne s'agissait pourtant pas d'une nouvelle tendance inaugurée par le communisme roumain, aussi parce que - quelque fascinante qu'elle soit - l'existence d'une manœuvre diplomatique indépendante vis-à-vis de la direction (ou de la supervision) de Moscou aurait été inimaginable. Bucarest, cependant, pouvait compter sur quelques « sympathies » que le Kremlin, après la mort de Staline, commença à exprimer envers les pays nordiques - en particulier la Finlande.

Outre cette ouverture partielle vers certains pays de l'ouest (ou plutôt du nord-ouest), la Roumanie pouvait compter sur quelques relations antérieures qui, bien qu'oubliées, lui avaient permis de nouer diverses amitiés avec les pays scandinaves. Le développement des relations diplomatiques après la fin de la Première Guerre mondiale a en effet également affecté les relations entre la Roumanie et les pays nordiques.

À cette époque, comme cela se serait produit dans les années de la guerre froide, les diplomates roumains se sont appuyés sur l'intermédiation de leurs collègues pour que les gouvernements nordiques favorisent le développement de relations économiques plus intenses et plus fructueuses. Mais les relations roumano-norvégiennes de l'entre-deux-guerres ont également joué un rôle politique, surtout défensif. Le statut des deux pays - rappelons-le - tombait inévitablement dans celui de puissances « mineures » obligées de traiter avec des partenaires beaucoup plus forts comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique (Despa, 2011 : 304). De plus, comme si cela ne suffisait pas, la Roumanie était sous la pression ethnico-religieuse de la Hongrie qui, à son tour, revendiquait la Transylvanie et accentuait son hégémonie protestante dans les Balkans. Dès lors, le plénipotentiaire roumain (Grigore Bilciulescu) s'était tourné vers le roi de Norvège

(Haakon VII) pour garantir la « protection » à la cause de son pays et, surtout, à l'intégrité des frontières marquées par l'issue de la Première Guerre mondiale (Despa, 2011 : 306). La liaison roumano-suédoise, d'autre part, a repris des forces pendant la Seconde Guerre mondiale.

Malgré l'ingérence allemande, en fait, les deux pays ont essayé de maintenir leurs relations commerciales vivantes, au moins jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques (Dahlquist, 2020). De la même manière, net des lourdes conséquences géopolitiques, le trafic commercial entre la Norvège et la Roumanie restait également important²². La formule désormais consolidée prévoyait des importations de poisson en échange de céréales. C'était un échange qui, dans les premières années de la guerre froide, était converti en pétrole, papier, bois et autres matières premières qui, le cas échéant, contribuaient aux besoins de la vaste industrie communiste.

Les premiers contacts, en effet, ont repris entre 1949 et 1950 lorsque - en particulier avec la Finlande et la Suède - la Roumanie a commencé à échanger des matières premières et des produits agricoles (Stanciu, 2009 : 55). C'était une approche encore timide qui, au contraire, aurait connu une plus grande intensité à partir de 1953. Cette année-là, en effet, le gouvernement roumain envoya des experts chargés d'examiner le potentiel d'augmentation de ses échanges avec le Danemark et la Norvège (Stanciu, 2009 : 58). Ce fut l'une des bases sur lesquelles, en 1956, la Roumanie et la Norvège ont signé un accord commercial qui - comme prévu - a identifié le pétrole comme le nouveau protagoniste (Stanciu, 2009 : 58).

L'intention d'étendre ses relations hors du « rideau », du moins dans les intentions de Gheorghiu-Dej, était désormais évidente et c'est ainsi qu'en 1960, une délégation roumaine arriva à nouveau en Norvège. À la tête de cette équipe (ce n'est peut-être pas surprenant) se trouvait Mihail Florescu, ministre du pétrole et de la chimie (Stanciu, 2009 : 61-64). Même si c'était un pays satellite, la Roumanie a pris l'initiative et, tirant parti du développement des connaissances technologiques et industrielles, a ouvert de nouveaux horizons entre l'Est et l'Ouest. Cependant, si pendant la guerre froide l'image de la Roumanie (pas seulement en Norvège) pouvait être qualifiée de « figée », il ne serait pas correct de la définir comme telle après la chute du mur de Berlin. Le pays, comme beaucoup d'autres en Europe centrale et orientale, est en effet revenu au centre de l'attention précisément dans le contexte du phénomène migratoire, notamment lié au secteur du travail. Ce sont, en d'autres termes, les années de la « transition » (Potot, 2010).

En particulier, après l'effondrement du régime communiste, la Roumanie a vu environ 1,2 million de citoyens partir en peu de temps, approximativement entre 1989 et 2002 (Sobotka, 2009 : 227).

L'opinion publique norvégienne et la Roumanie dans l'UE

Des études récentes menées par Zeynep Taydas et Cigdem Kentmen-Cin ont révélé des éléments inattendus d'opposition à l'élargissement de l'Union Européenne. Travaillant dans une perspective comparative, en effet, les deux chercheurs ont relevé dans les avis de plusieurs eurosceptiques la crainte de perdre leur identité et leur culture nationale en raison d'un élargissement exagéré de l'Union. Ce chiffre est surprenant pour deux raisons principales. D'abord parce que les déterminants d'ordre religieux n'émergent plus (si l'on exclut le cas de la Turquie). Deuxièmement, parce que le marché du travail est devenu une sorte de thermomètre des politiques d'intégration et de migration, pas seulement dans les États membres (Taydas, Kentmen-Cin, 2017).

L'impact de l'élargissement de 2007, il va sans dire, a été déterminant dans la formation de nouveaux flux migratoires intra-européens qui, pour diverses raisons, ont touché les pays économiquement plus forts de l'Union, notamment la France, l'Allemagne et (avant le Brexit) la Grande-Bretagne (Portes, 2016).

À ce stade, cependant, il est nécessaire d'établir des coordonnées d'ordre géographique qui, souvent, cachent d'importantes implications d'ordre politique (et géopolitique), avant même l'ordre économique. Si, comme dans cette étude de cas, par « pays nordiques », nous entendons le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Islande et la Finlande, il faut alors se rappeler lequel de ces pays fait partie de l'Union Européenne. Bien qu'ayant adhéré à l'accord de Schengen (depuis 1996), la Norvège et l'Islande ne font pas partie de l'UE. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il n'y a eu aucune tentative d'entrer en Norvège dans le passé. On connaît par exemple les deux référendums de 1972 et de 1994. Dans les deux cas, malgré une légère marge, les opposants à l'entrée du pays dans l'Union Européenne l'ont emporté. Aujourd'hui encore, en Norvège, la question communautaire apparaît controversée et, très souvent, source de polémique. En ce sens, après le référendum de 1994, la Norvège n'aurait plus pris d'initiative concrète en vue d'une future entrée dans l'Union Européenne (Balázs, 2013).

Ce choix n'a cependant nullement empêché la Norvège de participer activement à la vie économique et politique du continent. Le pays est en effet membre de l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE), de l'Espace Économique Européen (EEE) et, comme déjà mentionné, de l'espace Schengen. Les relations entre la Norvège et l'Union Européenne ont été mises à jour en 2012 par un rapport gouvernemental (Norges offentlige utredninger, NOU). En ce sens, la Norvège accueille toujours de nombreux travailleurs des États membres de l'UE, en particulier de Pologne, des républiques baltes, de Bulgarie et, enfin et surtout, de Roumanie.

À cet égard, les entreprises norvégiennes ont dû modifier leur stratégie dans les pratiques de sélection et d'embauche de travailleurs étrangers après l'entrée de certains pays d'Europe Centrale et Orientale dans l'Union Européenne (Dølvik et al., 2006).

Cependant, à partir de l'élargissement de l'UE en 2004 (lors de l'entrée de la Pologne, mais pas encore de la Roumanie), plusieurs médias norvégiens ont commencé à rapporter des informations quasi quotidiennes concernant les conditions des travailleurs d'Europe centrale et orientale (Friberg, 2010). Très souvent, il s'agissait de travailleurs employés dans le secteur de la construction et des services domestiques. C'est ainsi que, quelques années avant l'arrivée des citoyens roumains, un débat difficile s'engagea en Norvège sur la manière d'appliquer les mêmes normes de travail à ceux qui venaient des « nouveaux » pays européens. L'engouement initial suscité par la possibilité d'une main-d'œuvre bon marché a en effet rapidement laissé place à de nombreux conflits entre syndicats, entreprises et gouvernement. Non seulement cela, cette nouveauté a commencé à saper la sérénité de ceux qui craignaient l'affaiblissement du bien-être scandinave (Friberg, 2010 : 26-28). Dans ce contexte, la Norvège a été confrontée, pour la première fois, à un afflux important de travailleurs polonais destinés à être employés dans la construction. Le phénomène, comme il est facile de l'imaginer, a rapidement dégénéré en un risque généralisé de contrats précaires et surtout illégaux (Napierata, Trevena, 2010 : 53-55). Le cas polonais a ouvert la voie à celui de la Roumanie qui, on le sait, a émergé en 2007, année de l'entrée officielle du pays dans l'Union Européenne.

Parallèlement à une communauté en quête de travail et d'une meilleure qualité de vie, cependant, des histoires de pauvreté, de dégradation et de crime organisé ont commencé à émerger (Aftenposten, 3 décembre 2007). C'était une peur rampante, qui ne diminuerait pas même dans les années qui suivaient immédiatement (Aftenposten, 24 novembre 2008). Radu, par exemple, a raconté à l'Aftenposten comment il était venu en Norvège seul, sans famille, traversant la Grande-Bretagne, la Hollande, la Suède et, enfin, arrivant à Oslo. Mais alors que l'histoire de Radu semble apporter avec elle presque toutes les particularités d'une fin heureuse, l'issue de celle de Marian semble décidément moins heureuse. Encore une fois, il est possible de donner un aperçu de l'histoire plus récente des Roumains en Norvège à travers quelques études sociologiques. Marian est un sans-abri roumain d'une trentaine d'années qui, bien qu'obligé à survivre principalement de l'aumône, parvient parfois à trouver un emploi occasionnel, voire légal. Heureusement, il a la possibilité de se reposer souvent dans l'un des dortoirs réservés aux migrants de l'UE à Oslo (Misje, 2020).

C'est une histoire comme tant d'autres, de ceux qui ont trouvé un emploi en règle après diverses (inévitables) expériences de travail irrégulier. Radu, en d'autres termes, a raconté comment sa vie avait changé grâce au passage d'un travail « noir » à un (comme il l'appelait) « blanc » (Aftenposten, 3 décembre 2007). De plus, ce ne sont pas toujours des travailleurs peu qualifiés. Il n'est pas rare que des enseignants ou des ingénieurs arrivent également en Norvège, peut-être déjà avec une certaine expérience de travail dans d'autres pays de l'Union Européenne. D'autre part, l'entrée de la Roumanie dans l'UE a également conduit à la croissance de la mendicité, un phénomène jusqu'alors moins visible dans les centres de nombreuses villes nordiques (en particulier les plus petites). Cette pratique assez consolidée chez certaines communautés roms (pas toujours de nationalité roumaine) a rapidement attiré l'attention de la presse, et pas seulement en Norvège. En Suède, par exemple, les autorités locales ont dû faire face, non sans difficultés et controverses, à l'augmentation des citoyens d'Europe centrale et orientale qui, malgré leur passeport, passaient la majeure partie de leur vie dans les rues des grandes villes (Ciulinaru, 2017). Sur le sujet, il existe, par exemple, des études sociologiques assez détaillées, notamment sur les modes d'exploitation des mineurs et, surtout, de la traite des êtres humains qui gravite souvent autour de certains phénomènes migratoires (Friberg, Tyldum, 2019).

Pourtant, malgré cela, la Roumanie du troisième millénaire se présente comme un pays à redécouvrir. Aux yeux des Norvégiens, ça va sans dire, la Roumanie montre encore une image exotique et aventureuse d'elle-même. En ce sens, le secteur du tourisme a connu une expansion rapide, en particulier au cours des dernières années avant le déclenchement de la pandémie de Covid-19. Début 2019, par exemple, Se og Hør (une sorte d'héliogravure assez populaire en Norvège), définissait la Roumanie comme « Billig og bra », c'est-à-dire abordable et belle (Se og Hør, 8 janvier 2019). Surtout pendant l'hiver, en fait, la Transylvanie était présentée comme un endroit très approprié pour passer une semaine blanche. Par conséquent, favorisés par un pouvoir d'achat considérable, les touristes norvégiens auraient pu identifier la Roumanie comme une alternative avantageuse aux Alpes suisses, françaises, autrichiennes ou italiennes beaucoup plus chères. Tout cela aurait été facilité, détail à ne pas sous-estimer, par l'offre gastronomique et le prix des boissons alcoolisées qui, on le sait, coûtent cher en Norvège et sont soumises à une taxation très élevée. Inévitable, mais cela vaut aussi pour les touristes de toute autre nationalité, le charme sombre du comte Dracula et de son château. Hormis les vampires, fin 2019 (donc quelques semaines avant l'arrivée de la pandémie en Europe), la Roumanie était encore l'une des destinations émergentes (avec, par exemple, la Bulgarie) et, surtout, parmi les destinations qui connaissent

une augmentation régulière des réservations (Bergenavisen, 28 décembre 2019). Grâce à cette popularité inattendue, la Roumanie s'est rapidement transformée en un lieu tendance, capable d'attirer un large éventail de générations.

Ainsi, dans l'espoir (malheureusement vain) d'un redémarrage significatif des flux touristiques, à l'été 2020 (donc après la première vague pandémique), *Aftenposten* a consacré un encart à la relance de la Roumanie (et de la Transylvanie) comme terre fascinante à redécouvrir (*Aftenposten*, 9 septembre 2020). Tout a été remis en cause par la deuxième vague de Covid-19 qui, comme on le sait, a réussi à frapper à nouveau le tourisme mondial (ainsi que la santé des personnes). Un autre confinement, cette fois dans l'espoir d'un vaccin, a gelé le flux de voyageurs, d'autant plus que, fin janvier 2021, le gouvernement norvégien a décidé d'imposer des restrictions extrêmement sévères même au retour de ses citoyens expatriés (quarantaines au Covid-hôtel, tests d'antigènes etc.). Cela a conduit à mai 2021, lorsque *Dagbladet* a explicitement écrit sur le « vaccin Dracula » à donner gratuitement aux touristes arrivant au pays du vampire mythique (*Dagbladet*, 10 mai 2021).

Conclusions

Le tableau des relations internationales entre la Roumanie et la Norvège, notamment à travers l'opinion publique du troisième millénaire, apparaît très différent de celui qui s'est dégagé dans le contexte historique partiellement reconstitué. L'impression est que des arguments à faible impact culturel comme l'augmentation des petits délits liés au crime (organisé ou non) venant de l'étranger semblent avoir conditionné l'image d'une Roumanie qui, au contraire, s'est souvent présentée aux yeux des pays nordiques en tant que partenaire entreprenant et fiable.

La question du travail, en tout cas, constitue la clé pour comprendre la plupart (sinon la totalité) de la question des politiques d'immigration. Il est clair que, ces dernières années, la détérioration des conditions économiques et sociales des travailleurs au sein de l'Union Européenne a convaincu de nombreux citoyens européens de migrer vers des pays plus riches, comme la Norvège. En ce sens, l'histoire plus récente des communautés roumaines (mais aussi polonaises, lituaniennes etc.) serait l'une des nombreuses épreuves décisives qui confirment la nécessité d'une plus grande protection des politiques du travail, peut-être même avant celles migratoires.

Cela n'est pas vrai seulement dans l'intérêt des travailleurs de l'UE, pour ainsi dire, mais aussi des travailleurs norvégiens qui (comme dans le cas des travailleurs

sociaux, des médecins etc.) se retrouvent souvent impliqués dans la gestion des cas où la législation nationale ne permet pas une application adéquate des principes fondamentaux du bien-être tels que, par exemple, le droit à la santé. Ce dernier élément est d'une extrême actualité car la pandémie qui a débuté en 2020 a également provoqué la mobilité internationale et la gestion des frontières dans le cadre de l'accord de Schengen.

Bien que la présence roumaine en Norvège soit encore rare par rapport aux Polonais, Somaliens ou Syriens, cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune intention de réactiver des relations commerciales et diplomatiques durables, notamment dans l'énergie, l'agroalimentaire et, enfin et surtout, les secteurs touristiques. La récupération d'une ancienne amitié, peut-être à travers de nouveaux voyages et partages d'expériences, pourrait conduire à une nouvelle dimension des relations entre la Norvège et la Roumanie. Une relation, en d'autres termes, non plus limitée à un simple échange bilatéral, mais projetée vers une coexistence européenne plus large.

Bibliographie

- Aftenposten. 2007. « Nå vil rumenerne jobbe i Norge ». *Ingeborg Moe*, Aftenposten 3 décembre 2007, p. 2-3.
- Aftenposten. 2008. « EU blir en Haltende gigant ». *Alf Ole Ask*, Aftenposten 24 novembre 2008, p. 15.
- Aftenposten. 2020. « Transilvania går foran : Fremtidens turisme skal være bærekraftig ». *Innsikt*, Lasse Skytt, Aftenposten 9 septembre 2020.
- Balázs, P. 2013. « The future of EU enlargement ». *International Issues & Slovak Foreign Policy Affairs*, Vol. 22, n° 4, Eu Enlargement : What next?, p. 3-20.
- Bergenavisen. 2019. « I 2020 vil flere av oss reise østover ». *Kjersti Busterud*, Bergenavisen 28 décembre 2019, p. 28-29.
- Ciulinaru, D. 2017. « The Justification of harsh Treatment of Homeless Romanian migrants in Sweden ». *Nordic Journal of Migration Research*, 7(4), p. 243-250.
- Dagbladet. 2021. *Tilbyr « Dracula-vaksine »*. *Brage Lie Jor*, Dagbladet 10 mai 2021.
- Dahlquist, A. 2020. « Economic relations between Sweden and Romania during the Second World War ». *Revista Română de Studii Baltice și Nordice / The Romanian Journal for Baltic and Nordic Studies*, Vol. 12, n° 1, p. 81-112
- Despa, A. 2011. « The History of Diplomatic Relations Between Romania and Norway during the Interwar Period ». *Revista Română pentru Studii Baltice și Nordice*, Vol. 3, n° 2, p. 299-328.
- Djuve, A. B., Friberg, J. H., Tyldum, G., Zhang, H. 2015. *When poverty meets affluence: Migrants from Romania on the streets of Scandinavian capitals*. Oslo : Fafo.
- Dølvik, J. E., Eldring, L., Friberg, J. H., Kvinge, T., Aslesen, S., Ødegård, A. M. 2006. *Grenseløst arbeidsliv? Endringer i norske bedrifters arbeidskraftsstrategier etter EU-utvidelsen*. Oslo : Fafo. [En ligne] : https://www.fafo.no/media/com_netsukii/548.pdf [consulté le 2 juillet 2021].
- Friberg, J. H. 2010. Working conditions for Polish construction workers and domestic cleaners in Oslo: Segmentation, inclusion and the role of policy. In : R., Black, G., Engbersen, M.,

Marek Okólski, C., Panțiru (eds.), *A Continent Moving West?: EU Enlargement and Labour Migration from Central and Eastern Europe*. Amsterdam : Amsterdam University Press, p. 23-50.

Friberg, J. H., G., Tyldum. 2019. « Rumensk tiggemigrasjon i et menneskehandelperspektiv / Migration for begging from Romania to Norway. A human trafficking perspective ». *Tidsskrift for samfunnsforskning*, Årgang 60, n° 1, p. 30-49.

Klassekampen. 2008. « Skyver skjoldet foran seg ». Anders Horn og Yohan Shanmugaratnam, Klassekampen. 3 avril 2008, p. 10-11.

Klassekampen. 2008. « Camp Bucuresti ». Yohan Shanmugaratnam, Klassekampen. 3 avril 2008, p. 12.

Mehediñti, M. 2011. « Relations between Transylvania and the Nordic Countries in the 19th Century as seen in Romanian Periodicals. A quantitative and Qualitative Analysis ». *Revista Română pentru Studii Baltice și Nordice*, Vol. 3, n° 1, p. 87-116.

Misje, T. 2020. « Social work and welfare bordering: the case of homeless EU migrants in Norway ». *European Journal of Social Work*, 23 :3, p. 401-413.

Napierala, J., P., Trevena, 2010. 3 Patterns and determinants of sub-regional migration : A case study of Polish construction workers in Norway. In : R., Black, G., Engbersen, M., Marek Okólski, C., Panțiru (eds.), *A Continent Moving West?: EU Enlargement and Labour Migration from Central and Eastern Europe*. Amsterdam : Amsterdam University Press, p. 51-72.

Norges offentlige utredninger 2012 :2. Utenfor og innenfor. Norges avtaler med EU. Oslo : Departementenes servicesenter Informasjonsforvaltning.

Portes, J., 2016. « Immigration, free movement and the EU referendum ». *National Institute Economic Review*, n° 236, p. 14-22.

Potot, S. 2010. Transitioning strategies of economic survival: Romanian migration during the transition process. In : R., Black, G., Engbersen, M., Marek Okólski, C., Panțiru (eds.), *A Continent Moving West?: EU Enlargement and Labour Migration from Central and Eastern Europe*. Amsterdam : Amsterdam University Press, p. 249-269.

Sandu, D. 2005. « Emerging Transnational Migration from Romanian Villages ». *Current sociology*, 2005-07, Vol. 53 (4), p. 555-582.

Sandu, D., Toth, G., Tudor, E. 2018. « The nexus of motivation-experience in the migration process of young Romanians ». *Popul Space Place*, 24, p. 1-16.

Se og Hør. 2019. « Billig og bra - I Romania ». Runar Larsen, 8 janvier 2019.

Sobotka, T. 2009. « Migration continent Europe ». *Vienna Yearbook of Population Research*, Vol. 7, Impact of migration on demographic change and composition in Europe. Vienna : Austrian Academy of Sciences Press, p. 217-233.

Stanciu, C. 2009. « Scandinavian Perspectives. Overcoming the Cold War Pressures in Romania's Policy Towards Northern Europe ». *Revista Română pentru Studii Baltice și Nordice*, n° 1, 2009, p. 53-64.

Statistisk sentralbyrå / Statistics Norway Official Statistics since 1876.

[En ligne] : <https://www.ssb.no/innvandring-og-innvandrere/faktaside/innvandring> [consulté le 2 juillet 2021].

Taydas, Z., C., Kentmen-Cin. 2017. « Who Is Afraid of EU Enlargement? A Multilevel Comparative Analysis ». *Political Research Quarterly*, Vol. 70(3), p. 604-617.

Notes

1 Déjà à la fin de 2007, le nombre de travailleurs roumains en Norvège semblait augmenter rapidement (Aftenposten, 3 décembre 2007). En tout cas, du 1er janvier 2005 à fin 2007, la communauté roumaine de Norvège s'est considérablement agrandie. Elle est passée de quelques centaines à près de 1 800 personnes. Aujourd'hui, par exemple, le nombre d'immigrants roumains en Norvège (15 593) est bien inférieur à celui des Polonais (plus de 100 000), mais aussi des Litvaniens (41 322), des Somaliens (28 402) et même des Allemands (25 231). Source : <https://www.ssb.no/innvandring-og-innvandrere/faktaside/innvandring>.

2. Dans le cas roumain, cependant, il y avait un passé historique qui, bien que lointain, aurait pu contribuer à consolider une relation déjà positive entre les deux pays. Pendant l'entre-deux-guerres - principalement grâce à un travail diplomatique minutieux - l'opinion publique norvégienne a dépeint la Roumanie comme un pays à connaître, dont les habitants se targuaient de grandes qualités (Despa, 2011, p. 326). C'était une vision - mutuelle et bien construite - à laquelle le travail d'un diplomate roumain compétent - la plénipotentiaire Carol Mitilieu - avait contribué de manière significative à l'Aftenposten, pour que les relations politiques, économiques et culturelles avec la Norvège soient développées (Despa, 2011, p. 314).